

N°2022/114

DÉCISION DU MAIRE

**PRISE EN APPLICATION
DES ARTICLES L2122-22 ET L2122-23 DU CODE GENERAL DES
COLLECTIVITES TERRITORIALES**

Service émetteur : Police Municipale
Objet : Avenant au contrat de maintenance
MUNICIPOL GVe

Le Maire de la Ville de Vaujours,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2122-22 et L2122-23,

VU la délibération n°2020/05-06 du Conseil Municipal en date du 23 mai 2020 portant délégation de pouvoirs au Maire dans le cadre des articles L.2122-22 et du Code Générale des Collectivités Territoriales, modifiée par la délibération 2021/04-03 du Conseil Municipal du 6 avril 2021,

VU l'instruction comptable n°96-078 « M14 » du 01/08/1996 modifiée,

VU le Code de la Commande Publique entré en vigueur au 1^{er} avril 2019, notamment son article R2123-1,

VU les crédits prévus au budget de l'exercice en cours,

VU l'avenant au contrat proposé par la société LOGITUD,

CONSIDÉRANT la nécessité pour la ville de Vaujours de recourir à un contrat de maintenance de service pour 9 terminaux de verbalisation.

CONSIDÉRANT la proposition d'avenant de contrat de maintenance établie par la société LOGITUD et ce pour un montant de 2278,95 euros HT pour une durée allant du 01 janvier 2023 au 31 décembre 2023.

ARTICLE 1 : DÉCIDE de confier à la société LOGITUD la maintenance de 2 terminaux de verbalisation supplémentaires de type CORE-X4 CROSSCALL sur les phases suivantes ; assistance téléphonique et maintenance matérielle

ARTICLE 2 : DIT que l'avenant au contrat est conclu pour la durée allant du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023.

ARTICLE 3 : La dépense résultant de cette opération sera imputée sur les crédits inscrits à cet effet au budget de la Ville de l'exercice en cours

ARTICLE 4 : La directrice Générale des Services est chargée, en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision

ARTICLE 5 : La présente décision sera transmise à Monsieur Le Préfet de la Seine-Saint-Denis au titre du contrôle de légalité.

ARTICLE 6 : Le Tribunal administratif compétent peut être saisi par voie de recours formé contre le présent acte pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes : date de sa réception en Préfecture de Seine-Saint-Denis ou de sa publication/notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale, soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale.

Ampliation en sera insérée au recueil des actes administratifs selon la réglementation en vigueur et notifiée à la société LOGITUD

Fait à Vaujours, le 24 octobre 2022



Le Maire,


Dominique BAILLY
Vice-président de Grand Paris Grand Est

compte tenu de l'affichage
le
et le dépôt en Préfecture
le..... »

Le Maire,

Dominique BAILLY
Vice-président de Grand Paris Grand Est